

**MARCHANDISATION
POLLUTION
RACISME**



UN MONDIAL CONTRE LES PEUPLES

ZOOM

Affaire Lyhanna :
écouter les enfants,
protéger les victimes

Page 2

INTERNATIONAL

Iran. Téhéran et
Washington ouvrent
des négociations

Page 4

LUTTER

Pour Noahm, contre les
violences LGBTIphobes :
des prides politiques

Page 6

CHAMP LIBRE

Françafrique. Entretien
avec Pauline Tétillon
de l'association Survie

Page 8

Édito

La révolution des flamants roses

Par ALEX BACHMAN

L'Albanie fait rarement la une des grands médias. Ces dernières semaines, ce petit pays des Balkans est pourtant le théâtre d'une lutte contre les ravages du capitalisme, qui sacrifie l'environnement aux profits — en l'occurrence pour le loisir des plus riches. À 150 kilomètres au sud-ouest de Tirana se trouve l'île de Sazan, ancienne base militaire du régime d'Enver Hoxha. Ses magnifiques plages bordées par l'Adriatique et sa riche biodiversité en font un véritable sanctuaire naturel, refuge notamment de colonies de flamants roses.

C'est sur ce coin de terre paradisiaque qu'Ivanka Trump et Jared Kushner, la fille et le gendre de Donald Trump, ont décidé d'implanter un complexe touristique de luxe estimé à 1,4 milliard d'euros. En complément, un second projet est prévu à Zvërnec, sur la côte qui fait face à l'île. Le début des travaux est prévu dans un an. Les conditions pour le moins troubles dans lesquelles le fonds d'investissement Affinity Global Development, dont Jared Kushner est associé, a obtenu l'autorisation de mener à bien ce projet pharaonique, ainsi que les menaces qu'il fait peser sur l'environnement, alimentent la colère de la population. Chaque soir depuis le début du mois de juin, des milliers de manifestantEs battent le pavé à Tirana pour dénoncer ce projet et la politique du Premier ministre socialiste Edi Rama. Sous les slogans « *L'Albanie n'est pas à vendre* » et « *Ivanka go home* », les drapeaux albanais se mêlent aux effigies de flamants roses devenues le symbole de la mobilisation.

Edi Rama, qui a offert au projet dix années d'exonération fiscale, justifie cette décision par la nécessité de développer le tourisme afin d'accompagner la candidature de l'Albanie à l'Union européenne. Dans une région marquée par l'influence russe et par des investissements chinois massifs, la politique trumpiste déploie son visage désormais familier : un mélange d'ambitions géopolitiques et d'affaires immobilières, à l'image du funeste projet de Riviera à Gaza.

Nous ne les laisserons pas faire. Contre les capitalistes et leur monde, de Sainte-Soline à Zvërnec, soyons toutes et tous des outardes et des flamants roses !

Bien dit

On joue avec des allumettes au pied d'un brasier prêt à s'enflammer

GUY KASTLER, militant de la Confédération paysanne, alerte : « Une seule modification peut transformer une plante en poison. On ne peut pas jouer comme ça avec la nature. » Cet avertissement intervient alors que le Parlement européen s'apprête à déréguler les nouveaux

OGM en adoptant un règlement sur les nouvelles techniques génomiques. Cette réforme favoriserait les multinationales semencières, menacerait la biodiversité et l'agriculture bio, supprimerait la traçabilité pour les consommateurEs et affaiblirait l'évaluation des risques sanitaires et environnementaux.

À la Une

PATRIARCAT Affaire Lyhanna : écouter les enfants, protéger les victimes

La mort de Lyhanna, 11 ans, a bouleversé le pays. Comme souvent après un drame d'une telle ampleur, le gouvernement répond par l'annonce de sanctions plus sévères. Darmanin évoque un durcissement des peines contre les auteurEs de crimes pédocriminels. Mais l'affaire Lyhanna montre justement les limites d'une réponse uniquement punitive.

Car ce qui frappe dans cette affaire, ce n'est pas l'absence de lois. C'est l'accumulation des alertes qui n'ont pas été traitées à temps. Le principal suspect avait déjà fait l'objet d'accusations de violences sexuelles sur mineure. Pourtant, plus de 9 mois après le dépôt de plainte, il n'avait toujours pas été entendu. Après le drame, le ministère de la Justice a ordonné le réexamen de 70 000 dossiers concernant des violences commises sur des mineurEs. Ce chiffre est vertigineux et montre que le problème n'est pas d'abord celui du niveau des peines, mais celui de la capacité des institutions à agir.

Protéger les enfants plutôt qu'alourdir les peines

La justice française est l'une des moins dotées d'Europe occidentale. La France compte seulement 11,3 juges professionnels pour 100 000 habitantEs, contre 17,6 en médiane européenne. La situation est encore plus dégradée pour les procureurEs : 3,2 pour 100 000 habitantEs, contre plus de 11 en moyenne européenne. Derrière ces chiffres, ce sont des enquêtes qui s'accumulent, des dossiers qui attendent, des signalements qui restent sans réponse pendant des mois. À chaque drame, le débat public se concentre sur les peines. Pourtant, une peine plus lourde n'aurait pas protégé Lyhanna si les alertes précédentes n'avaient déjà pas été traitées. Une sanction intervient après les faits. La protection des enfants exige avant tout des moyens pour enquêter, recueillir les signalements, entendre les victimes et agir rapidement.

Mais l'affaire Lyhanna révèle aussi quelque chose de plus profond. Elle met en lumière la difficulté persistante de notre société à écouter la parole des enfants.

APRÈS LES TRAINS, LES RÉSIDUS, LES VACANCES...
LA JUSTICE "NO KIDS"



Sortir de la culture de la domination

Le combat pour les droits des enfants rejoint celui des femmes. Les féministes ont montré depuis longtemps que les violences les plus graves s'inscrivent dans un continuum de domination. Les violences sexuelles, les violences conjugales ou les féminicides ne surgissent pas du néant. Elles prennent racine dans des rapports sociaux où certaines personnes disposent d'un pouvoir sur d'autres.

Cette logique concerne également les enfants. Historiquement, le patriarcat s'est construit autour du pouvoir du chef de famille sur son épouse et sur ses enfants. Les féministes parlent parfois du foyer comme du « berceau des dominations ». C'est souvent là que s'apprennent les rapports de pouvoir : qui décide, qui obéit, qui est cru et qui ne l'est pas.

Les violences éducatives ordinaires participent de cette culture. Gifles, humiliations, menaces, chantages affectifs ou autoritarisme quotidien reposent tous sur une même idée :

l'enfant doit obéir parce qu'il est enfant. Son ressenti, son refus ou sa parole passent après l'autorité de l'adulte. Personne n'accepterait pourtant qu'un adulte soit frappé ou humilié « pour son bien ».

Le lien avec les violences faites aux femmes apparaît alors clairement. Dans les deux cas, la parole des victimes est souvent accueillie avec méfiance. Combien de femmes victimes de violences ont-elles entendu dire qu'elles exagéraient ? Combien d'enfants victimes de violences sexuelles ont-ils entendu qu'ils inventaient ou qu'ils avaient mal compris ?

Pour une réponse globale

Les chiffres montrent l'ampleur du phénomène. La Ciivise estime qu'environ 160 000 enfants sont victimes chaque année de violences sexuelles en France. Dans l'immense majorité des cas, les auteurEs sont des hommes et les violences sont commises dans l'entourage proche ou familial. La pédocriminalité n'est pas une succession de faits divers isolés. C'est un phénomène social massif.

C'est pourquoi de nombreuses organisations féministes et enfantistes réclament une loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles. L'idée est simple : sortir d'une approche centrée uniquement sur la répression pour construire une politique publique globale. Prévention, éducation, formation obligatoire des professionnelEs, repérage précoce des violences, accompagnement des victimes, renforcement des moyens de la justice et de la protection de l'enfance. Il s'agit d'agir avant les drames plutôt qu'après. L'affaire Lyhanna pose une question fondamentale. Une société protège-t-elle réellement ses enfants lorsqu'elle ne les écoute qu'une fois morts ? Tant que la parole des enfants, comme celle des femmes, continuera d'être accueillie avec davantage de suspicion que de confiance, les violences continueront de prospérer. Les croire, leur donner les moyens d'être entenduEs et investir massivement dans leur protection : voilà l'urgence.

Commission nationale d'intervention féministe

Acturama

60 000 À GENÈVE POUR DÉNONCER LES POLITIQUES DES PUISSANCES IMPÉRIALISTES DU G7!

Le NPA-A y était aux côtés de nos camarades de solidarité, également membres de la 4^e Internationale. Les autorités suisses et françaises avaient tout fait pour dissuader de manifester : fermeture des frontières, interdiction de manifestation, présence policière hallucinante, communication anxio-gène... Mais cela n'a pas suffi à nous faire taire !

Les militantEs de la grève féministe constituaient une part importante du cortège, aux côtés des écologistes, des syndicalistes et des organisations politiques.



PHOTOS EBIBI

Quelques heurts ont eu lieu, mais c'est surtout en fin de manifestation que les provocations policières se sont multipliées : gazages, fouilles, violences... Les manifestantEs sont restés

nassés plusieurs heures dans le parc. Cette mobilisation montre qu'il est possible de construire des luttes de masse contre leurs politiques antisociales, racistes, sexistes et guerrières.



MOBILISATION Faire bloc contre toutes les répressions

Poursuites judiciaires contre des syndicalistes, dissolutions d'organisations, interdictions de manifestations, gardes à vue pour des publications sur les réseaux sociaux, gels d'avares, sanctions disciplinaires ou violences policières: la répression s'étend aujourd'hui à l'ensemble des mouvements sociaux.

C'est pour répondre à cette offensive qu'une manifestation nationale contre toutes les répressions se tiendra à Paris le 20 juin à l'appel de nombreuses organisations syndicales, étudiantes, associatives et politiques.

Une offensive contre les syndicalistes

L'appel est né autour de la solidarité avec plusieurs militantEs syndicaux de La Poste condamnés à l'issue d'une procédure judiciaire vieille de plus de dix ans. Mais cette affaire est loin d'être isolée. Selon la CGT, plus de 1000 militantEs syndicaux ont fait l'objet de poursuites judiciaires ou disciplinaires depuis 2023.

Les attaques contre les libertés syndicales se multiplient : poursuites contre Sophie Binet, sanctions contre des représentantEs du personnel, menaces contre les Bourses du travail. À mesure que les gouvernements imposent leurs politiques antisociales, ils cherchent à affaiblir les capacités de résistance du monde du travail.

Écologistes, soutiens de la Palestine, antifascistes

Cette logique touche bien au-delà du mouvement syndical. Les

mobilisations écologistes contre les mégabassines, l'autoroute A69 ou d'autres projets de bétonisation ont fait face à une répression massive. Les Soulèvements de la Terre ont même été menacés de dissolution.

La solidarité avec la Palestine est également dans le viseur. Omar Alsoumi, porte-parole d'Urgence Palestine, a subi perquisition, garde à vue, gel de ses avoirs et poursuites pour « apologie du terrorisme ». Gabriel Cardoen est lui aussi poursuivi. Olivia Zemor, Rima Hassan ou encore Anasse Kazib font partie des nombreuses personnalités visées par des procédures judiciaires ou administratives.

Les militantEs antifascistes sont également frappéEs, comme l'a montré la dissolution de la Jeune Garde.

Contrôler la jeunesse

La jeunesse populaire est elle aussi une cible privilégiée. Répression des mobilisations

JOURNÉE DE MOBILISATION CONTRE LES RÉPRESSIONS



étudiantes, poursuites contre les organisateurEs de free parties, dispositifs policiers lors de rassemblements festifs ou traitement sécuritaire des célébrations après la victoire du PSG : tout ce qui échappe au contrôle des autorités tend à être présenté comme un problème d'ordre public.

Les récentes annonces gouvernementales visant à faire payer certaines dégradations en prélevant sur les prestations sociales illustrent ce durcissement.

Construire la riposte

Face à cette offensive, les initiateurEs de l'appel veulent construire une réponse unitaire. Parmi les premiers signataires figurent notamment l'Union syndicale Solidaires, plusieurs structures CGT, des organisations de jeunesse, La France insoumise, le NPA-l'Anticapitaliste, le NPA-R, Révolution permanente. Des personnalités comme Mathilde Panot, Danièle Obono, Olivier Besancenot, Guillaume Meurice, ou Jean-Pierre Mercier soutiennent également l'initiative. La manifestation du 20 juin sera l'occasion d'affirmer qu'aucune lutte ne doit rester isolée et que la solidarité demeure notre meilleure arme face à toutes les répressions.

La rédaction

No comment

Des marches blanches, il y en a tous les jours

JORDAN BARDELLA profitait du Grand Prix de Monaco depuis les tribunes VIP en buvant des drinks avec sa princesse pendant que des milliers de personnes rendaient hommage à Lyhanna. Quand on lui fait remarquer le décalage, il balaie la question d'un ton méprisant, démontrant une fois de plus que l'extrême droite ne se soucie pas des victimes et cherche avant tout à instrumentaliser l'émotion populaire au service de son propre agenda politique.

Agenda

Jeudi 18 juin, réunion publique «Contre l'impérialisme, notre boussole la Palestine», Paris (75). Avec Salah Hamouri, Sbeih Sbeih et Rita, à 18h30 au Baranoux, 78 rue Compans, 75019 Paris.

Jeudi 18 juin, Ciné-débat du NPA-A La consolation «Violences sexuelles, patriarcat, pédocriminalité, luttons contre les VSS!», Melun (77). À 19h à l'Espace Saint-Jean à Melun.

Vendredi 19 juin, Fête des musiques du collectif Solidarité Palestine Nivernais Morvan, Lormes (58). À 18h30, salle culturelle de Lormes.

Samedi 20 juin, manifestation contre toutes les répressions, Paris (75). À 15h, du siège de la Banque Postale au Ministère du Travail.

Samedi 20 juin, le procès du siècle contre le colonialisme chimique et le capitalisme toxique, Paris (75). À 14h, place de la Bastille.

Dimanche 21 juin, marche contre le racisme et l'extrême droite, Paris (75). À 14h, Barbès.

Jeudi 25 juin, projection-débat sur la situation au Soudan, Paris (75). À 19h30 au Baranoux, 78, rue Compans dans le 19^e. Projection du film *Jusqu'au bout!* de Sarah Bachellerie et Hamad Gamal sur la révolution soudanaise, organisée par le NPA-A 19^e et Sudfa.

Samedi 27 juin, marche des Fiertés, Paris (75).

Samedi 4 juillet, marche des 10 ans pour Adama Traoré, Persan-Beaumont (95). À 13h, gare de Persan-Beaumont.

9-12 juillet, mobilisation contre le canal Seine-Nord Europe, Hauts-de-France. Manifestations, actions, village militant, débats et festivités...

Du samedi 22 au jeudi 27 août, 18^e Université d'été du NPA-l'Anticapitaliste, Port Leucate (11). Au village vacances Rives des Corbières à Port-Leucate.

Pour annoncer un événement: agenda@npa-lanticapitaliste.org

JEUNESSE Parcoursup, un rouleau compresseur

Le mardi 2 juin, à 19 heures, les premiers résultats de Parcoursup sont tombés. Pour les 1046000 candidatEs inscritEs sur la plateforme, c'est le début de plusieurs longues semaines de stress, d'angoisse et d'incertitude quant à leur avenir. Cette année, ce sont un tiers des candidatEs qui n'ont reçu aucune réponse favorable.

Créé en 2018 dans le cadre de la loi « orientation et réussite des étudiants » (ORE) portée par Frédérique Vidal, alors ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Parcoursup remplace APB (Admission post-bac) et devient le passage obligé pour une jeunesse voulant accéder aux études supérieures. Mais une fois encore, cet algorithme montre sa véritable fonction : mettre en concurrence autour de la sélection et gérer la pénurie de places dans les universités.

Toujours plus de candidatEs, toujours moins de places

Comme chaque année, le nombre de candidatEs bat le record de l'année précédente. Cette fois-ci, ce sont 1046000 candidatEs contre 980000 l'année dernière, soit une augmentation de 7%. Cependant, les capacités d'accueil dans les universités ne suivent pas, avec des amphithéâtres qui débordent et de moins en moins de personnels. Les

conséquences sur la plateforme ne sont donc pas une surprise : davantage de refus, des listes d'attente interminables et de plus en plus d'étudiantEs laisséEs sans solution pour l'année scolaire 2026-2027. La situation n'est pas moins alarmante en master. Sur la plateforme Mon Master, on observe une augmentation de 8% des demandes alors que les places, elles, diminuent et ont même chuté de plus de 13% dans les formations les plus demandées.

Une jeunesse triée au profit du patronat

Face à ce constat, le gouvernement se dédouane en mettant en cause l'augmentation démographique. Mais nous ne sommes pas dupes. Le rouleau compresseur de Parcoursup est le produit de décisions politiques parfaitement assumées par les gouvernements successifs, orchestrant des coupes budgétaires de plus en plus insoutenables dans l'Éducation nationale et l'enseignement supérieur. Pendant que les universités manquent de places et de personnels, le gouvernement trouve des milliards pour le réarmement et l'économie de guerre. De l'argent magique, oui, mais pas pour l'enseignement public. Parcoursup est un produit pur et dur de la logique néolibérale et de la rationalisation capitaliste. En faisant de l'université un lieu élitiste fermé aux classes populaires, le système pousse une partie de la jeunesse vers une insertion directe dans le monde du travail. Nous ne sommes pas toustes égaux

face à l'algorithme. Le tri passe par l'invisibilisation des dossiers, par une méconnaissance de l'outil, de ses codes. En ce sens, c'est tout un pan de la société qui en est exclu, une jeunesse précaire, souvent non blanche. En effet, ce sont les jeunes des classes populaires et les jeunes raciséEs qui sont les principales victimes de cette sélection. Alors que les ouvrierEs représentent 20% de la population générale en France, les enfants d'ouvrierEs ne représentent que 9% des étudiantEs. En outre, d'après le rapport de l'ONDES, les candidatEs sur la plateforme Mon Master aux nom et prénom identifiés comme d'origine française ont 8,5% de chances de succès de plus que les candidatEs aux nom et au prénom identifiés comme d'origine africaine.

Contre la sélection, construire le rapport de forces!

Cette sélection répond aux besoins du patronat. Cette jeunesse qui ne fait pas d'études supérieures car éjectée de cette opportunité devient alors une main-d'œuvre à bas coût, prête à accepter des salaires dérisoires et des emplois précaires pour survivre. Depuis 2018, et comme chaque année, la rentrée universitaire est l'occasion de remettre en question la loi ORE et la sélection mise en place par le gouvernement, mais surtout de se mobiliser avec les « sans-fac » dans les universités. La rentrée de septembre 2026 ne fera pas exception.

Jeunesses anticapitalistes



PHOTO THÈQUE ROUGE

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur **l'Anticapitaliste.org**

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@lanticapitaliste.org

Diffusion :
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Olivier Lek Lafferrière

Graphisme :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ZAMBIE Les menaces des États-Unis sur la santé

Pour imposer son protocole d'accord au gouvernement zambien, l'administration Trump envisage de retenir les aides destinées à la lutte contre le VIH, mettant ainsi en danger des centaines de milliers de patientEs.

Dès les premiers mois de son second mandat, Donald Trump a mis fin brutalement à l'USAID, plaçant de nombreux pays africains dans des situations difficiles.

Nouvelle politique de l'aide

Désormais, la politique d'aide de la Maison Blanche vis-à-vis des pays pauvres se résume à une exigence : chaque dollar dépensé doit avant tout bénéficier aux États-Unis. C'est dans ce cadre que des négociations bilatérales avec plusieurs pays africains ont commencé dans une grande opacité.

Certains éléments ont toutefois été rendus publics. On apprend ainsi que, lors des négociations avec le Kenya et le Zimbabwe, Washington a exigé l'accès aux bases de données de leurs services de santé, ainsi que le partage des échantillons concernant des « pathogènes détectés à potentiel épidémique » pendant vingt-cinq ans, sans offrir aucune garantie à ces pays quant à leur accès aux traitements qui pourraient être développés contre d'éventuelles épidémies. Pour le Nigeria, les États-Unis ont imposé un renforcement de l'aide aux chrétiens victimes de violences, ignorant délibérément les victimes musulmanes.

Le cas de la Zambie

Récemment, l'ONG Health GAP a pu se procurer le protocole d'accord proposé par les États-Unis à la Zambie, pays d'Afrique australe. Première mesure : une réduction de l'aide. Alors que le budget s'élevait à 400 millions de dollars en 2024, il serait ramené à 320 millions, avec une diminution annuelle progressive jusqu'à atteindre 132 millions en 2030.

Dans le même temps, il est exigé que la Zambie recrute 40 000 personnels soignants entre 2026 et 2030, soit une augmentation de près de 50% par rapport aux 81 000 personnels actuellement en poste. Cette mesure apparaît irréaliste car le FMI exige, dans le cadre de la restructuration d'une dette évaluée à plus de 20 milliards de dollars, soit 124% du PIB, une politique « d'assainissement budgétaire, de renforcement de la gestion des finances publiques et d'amélioration de la gouvernance ».

Comme pour les autres pays concernés, les États-Unis exigent également un accès aux agents pathogènes, ce qui permettra à leurs laboratoires d'être les premiers à développer des médicaments ou des vaccins.

Le protocole exclut des instances de contrôle des aides les organisations de la société civile reconnues pour leur compétence. Actuellement, ces ONG zambiennes exercent un contrôle trimestriel sur le programme américain PEPFAR (Plan présidentiel d'urgence de lutte contre le sida).

Des patientEs prisEs en otage

Les exigences américaines ne s'arrêtent pas là. Washington réclame également un accès privilégié aux richesses minières du pays. La Zambie est le deuxième producteur de cuivre d'Afrique et le huitième au niveau mondial. Ce minerai est indispensable aux industries liées à la transition énergétique.

Le *New York Times* a révélé l'existence d'un projet de note du bureau Afrique du département d'État adressé à Marco Rubio afin de contrer la résistance des autorités zambiennes. Ce document envisagerait la suspension des aides destinées à la lutte contre le VIH afin de faire pression sur le gouvernement zambien pour qu'il cède sur la question des ressources minières, que Washington ne souhaite pas voir passer totalement sous l'influence de la Chine. En Zambie, plus d'un million de personnes dépendent quotidiennement d'un traitement contre le VIH financé par le PEPFAR et risquent de voir leur état de santé se dégrader, voire de mourir. Une ignominie de plus imputable à l'administration Trump.

Paul Martial

IRAN Téhéran et Washington ouvrent des négociations

Une nouvelle phase de négociations s'ouvre entre les États-Unis et l'Iran après des mois de guerre. Si cet accord provisoire constitue un revers pour Trump et surtout pour Netanyahu, les exigences contradictoires d'Israël et de l'Iran, les divisions du régime iranien et les errements de Trump rendent l'issue du conflit encore très incertaine. Pour la population iranienne, la situation économique et sociale demeure catastrophique.

Donald Trump a annoncé, lundi 15 juin, la signature d'un accord-cadre avec la République islamique d'Iran. Le Conseil suprême de sécurité nationale iranien a confirmé un « memorandum d'entente pour mettre fin à la guerre avec les États-Unis ». Les détails restent pour le moment inconnus, mais le texte ouvre une période de négociations de 60 jours.

Un accord incertain

Cette annonce intervient alors que l'armée israélienne contrôle le sud du Liban sur une profondeur de 30 kilomètres. Benyamin Netanyahu a affirmé qu'Israël ne se retirerait pas des territoires occupés au Liban, en Syrie et à Gaza. Dans le même temps, l'armée israélienne a annoncé avoir frappé plus de 70 positions du Hezbollah au Liban en 24 heures, ciblant notamment des infrastructures et un centre de commandement dans le quartier de Dahieh, au sud de Beyrouth, et tuant un haut commandant. Des ordres d'évacuation ont également été adressés à plusieurs villages du sud du Liban.

Le gouvernement israélien estime que l'accord entre Washington et Téhéran ne répond pas à ses objectifs de guerre, notamment sur les missiles balistiques, le réseau des forces de « l'Axe de la résistance » et le sort des stocks d'uranium enrichi.

De son côté, la République islamique d'Iran conditionne tout accord à un cessez-le-feu entre Israël et le Hezbollah et considère les opérations israéliennes au Liban comme un obstacle aux négociations.



Des divisions au sein du régime

En Iran, l'annonce de l'accord a suscité la colère du « Front de la Résistance » (Jebhe-ye Paydari) et d'une partie des conservateurs radicaux. Ce courant, historiquement proche de Mojtaba Khamenei, utilise son influence sur certains médias, la justice et des commandants des Gardiens de la révolution pour s'opposer aux négociations. Ses divisions au sein du pouvoir iranien pourraient s'accroître lors des prochaines étapes des négociations. Cette faction s'oppose à tout cessez-le-feu avec les États-Unis et Israël et réclame la poursuite du conflit ainsi qu'un durcissement de la répression intérieure. Elle a mobilisé ses partisans contre les responsables des négociations, notamment Mohammad Bagher Ghalibaf, Abbas Araghchi et le président

Massoud Pezeshkian. Dimanche, le « Front de la Résistance » a organisé des rassemblements de protestation à Téhéran et à Machhad, qualifiant toute entente avec « l'Amérique qui a tué Khamenei, les commandants des Gardiens de la révolution et les hauts responsables du régime islamique » de trahison et d'humiliation. Les manifestants ont réclamé la démission de Ghalibaf et d'Araghchi.

Malgré ces tensions, la direction des Gardiens de la révolution semble poursuivre une stratégie de survie du régime combinant compromis avec Washington et durcissement intérieur. Les arrestations, condamnations et exécutions se sont intensifiées dans le contexte de guerre.

Une crise économique et sociale aggravée

Si le blocage du détroit d'Ormuz par les Gardiens de la révolution a des conséquences importantes sur l'économie mondiale, poussant Trump à négocier, le blocus maritime des ports iraniens imposé par l'impérialisme étasunien élargit davantage encore l'Iran. Sur le plan économique et social, l'Iran fait face à une situation désastreuse. L'hyperinflation qui sévit depuis plusieurs années s'accroît encore et a atteint en avril 73,6% sur un an selon le Centre statistique iranien. Les destructions liées au conflit ont entraîné plus de deux millions de licenciements. Le coût de la reconstruction s'élèverait, selon certaines estimations, à 300 000 milliards de dollars, rendant les capacités productives durablement affectées. L'été qui arrive sera aussi marqué par des coupures d'eau et d'électricité accrues et des pénuries importantes.

Dans ce contexte, les fanfaronnades des dirigeants iraniens qui vantent la victoire du pays doivent être relativisées. Si la République islamique d'Iran a survécu et que l'accord marque, à ce stade, une défaite politique pour Trump et davantage encore pour Netanyahu, ce sont surtout les peuples d'Iran et de la région qui subissent les conséquences de cette guerre impérialiste.

La fin du conflit, si elle se confirme, pourrait ouvrir de nouveaux espaces de contestation. Dans ces conditions, les luttes sociales et démocratiques reviendront avec force dans les mois à venir.

Babak Kia

ITALIE Les partisans de la remigration en force

Des images montrent qu'il y avait peut-être 4 000 à 5 000 personnes, chiffre que les orateurs ont multiplié par quatre. « Un remplacement du peuple italien et européen est en cours », a crié le président du comité, Luca Marsella.

Une internationale fasciste

Marsella est le porte-parole de *Casapound Italia* (CPI), association qui se définit comme les « squadristi » (mouvement des *squadre d'azione*, milices fascistes organisées en dehors de l'autorité de l'État italien) du troisième millénaire et détient un record de condamnations pour des délits liés à des actes de violence. Les liens entre le CPI et l'extrême droite française sont établis. Le plus étroit est celui qui l'unit au mouvement Les Identitaires (anciennement Bloc identitaire), à son organisation de jeunesse Génération identitaire, ainsi qu'à Bastion social. Selon le politologue Pietro Castelli Gattinara, l'expérience du CPI suscite un vif intérêt, notamment en raison de la manière dont il a su combiner occupations de logements, militantisme social, musique, communication et création d'espaces militants. Ils se déclarent opposés à la « société ouverte » qui engendrerait la solitude, le déclin et la précarité, et dénoncent ce qu'ils appellent le « sentiment de culpabilité européen ». Ils s'inspirent de théories issues de la Nouvelle Droite française qui ont eu des répercussions, depuis une trentaine d'années, sur les droites fascistes de toute l'Europe, comme les identitaires autrichiens de Martin Sellner, les Allemands de l'AFD et les auteurs du pogrom de Belfast.

Une coalition d'extrême droite

« Remigration et reconquête » est la coalition sous laquelle ils cherchent à rassembler des

Des chants et des saluts fascistes à deux pas du Vatican ont conclu, samedi 13 juin, le défilé national « Remigration et reconquête » visant à demander l'adoption d'un projet de loi d'initiative populaire qui a recueilli 150 000 signatures, soit le triple du nombre requis.

forces situées à droite de l'actuelle droite au pouvoir, avec laquelle ils entretiennent toutefois de nombreuses relations et passerelles. Outre le CPI, on trouve le *Popolo delle mamme* (anti-vaccins), le *Rete dei Patrioti* (scission de *Forza Nuova*) et le *Veneto Fronte Skinheads*. La Ligue, avec Borghesio d'abord puis Salvini ensuite, a toujours flirté avec les milieux identitaires dont l'état d'esprit se résume ainsi : « Les peuples européens ont le droit d'exister, de rester eux-mêmes, de préserver leur continuité historique, anthropologique et culturelle ».

Leur proposition serait un test permettant de révéler qui, au sein du gouvernement Meloni, est véritablement « du côté de la nation ». La « remigration » vise à mettre en place des mesures plus brutales encore que l'actuel décret sur les rapatriements (une sorte de prime au retour volontaire, estimée à 615 euros, pour les avocats s'ils convainquent les migrantEs qu'ils assistent de rentrer dans leur pays d'origine). C'est l'exigence d'une « posture politique » de l'État italien de tolérance zéro pour les « clandestins » et pour les régulariséEs qui commettent des délits, tandis que pour les régulariséEs « non assimiléEs » ou qui « pèsent » sur l'État-providence, le regroupement familial serait interdit et la « remigration » ne serait pas « contrainte » mais « encouragée ».

Mais en ce samedi italien, de nombreux regards étaient tournés vers la cérémonie de fondation de *Futuro Nazionale*, le parti inspiré par le général des parachutistes (historiquement liés à l'imaginaire fasciste) Roberto Vannacci, qui

recueille déjà environ 5% dans les sondages. Le mot d'ordre de remigration les rassemble. Mais pour l'instant, une sorte de lutte pour l'espace à droite de la droite se profile. « Nous n'avons pas besoin de généraux, nous avons besoin de combattants », a déclaré Marsella.

Une riposte à renforcer

La réponse est venue de la gauche, mais seulement sous la forme de deux manifestations romaines (10 000 personnes au total) qui se sont tenues séparément — ce qui témoigne d'une difficulté à construire un mouvement social convergent sur les questions cruciales de la guerre, du réarmement et de l'opposition sociale.

D'une part, l'ombre du « campo largo » (la coalition de centre-gauche) continue de peser sur certains secteurs importants de la gauche radicale ; d'autre part, l'appel à la construction d'un pôle indépendant lancé par le *Potere al popolo* (PAP) et l'*Union sindacale di base* (USB) se fait sur des positions anti-CGIL et plutôt campistes sur le plan international.

Un contexte déformé tant par les contraintes du système électoral que par une fragmentation politique qui semble imparable depuis au moins dix ans.

Checchino Antonini



À Lire sur le site

États-Unis. 4 000 syndicalistes préparent les combats à venir, par Dan La Botz

SANTÉ Fondation œuvre de la Croix Saint-Simon: la mobilisation s'amplifie

Préserver 1800 emplois, 100 000 usagerEs par an dans les crèches et autres lieux de la petite enfance, les EHPAD, un hôpital mère-enfant, des centres de santé, des instituts de formation pour infirmières et autres professionnelles de la santé: c'est la bataille de l'intersyndicale (SECI, CFTD, CGT, CFE-CGC) de la Fondation œuvre de la Croix Saint-Simon.

Cette fondation laïque à but non lucratif, reconnue d'utilité publique depuis 100 ans, a été placée en redressement judiciaire en novembre 2025. Les syndicats demandent que toute la lumière soit faite sur la gestion de la fondation, l'amenant depuis 2023, quand elle était en équilibre financier, à un déficit prévu en 2026 de 25 millions d'euros.



NPA-A

Une solidarité qui s'organise

Une mobilisation de solidarité d'autres syndicats, notamment du secteur santé-social, des usagerEs, des collectifs féministes et des partis de gauche est en train de se construire. Une pétition a déjà recueilli presque 50 000 signatures. Des parents se sont mobiliséEs devant des crèches, un rassemblement a eu lieu devant le ministère de la Santé le 6 mai. Suite à une réunion unitaire dans le 20^e arrondissement, où la Fondation est historiquement implantée et gère plusieurs structures, une assemblée générale a eu lieu le 9 juin à la Bourse du travail de Paris. Une quarantaine de participantEs ont discuté de la situation de la FOCSS et des revendications à formuler. Il peut y avoir des différences tactiques mais le but de la lutte est clair: zéro licenciement, zéro fermeture et sauvegarde des soins médicaux conventionnés secteur 1.

Au deuxième rassemblement devant le ministère de la Santé, le jeudi 11 juin, une bonne centaine de personnes ont écouté les témoignages des syndicalistes et salariéEs de la FOCSS, notamment de différentes crèches, de l'école des infirmières, de l'hôpital mère-enfant, ainsi que les messages de soutien d'autres syndicats et des éluEs de l'Assemblée nationale, dont Danielle Simonnet, députée APRES-NFP dans le 20^e, et du Conseil de Paris, dont Christophe Prudhomme, médecin et conseiller de Paris. Une maman d'un enfant en crèche FOCSS a pris la parole pour apporter son soutien aux salariéEs de la crèche qui ne voulaient pas faire grève et mettre les parents en difficulté.

Une bataille féministe et sociale

Josée Pépin, pour le Collectif CIVG Tenon, a insisté sur le fait que c'est une bataille d'une importance particulière pour les femmes, autant parce qu'elles représentent 80% des salariéEs que parce que ce sont surtout les femmes qui en sont les usagères et qui seraient obligées de reprendre la responsabilité du *care* des enfants et des personnes âgées si les structures ferment.

Cette menace sur des structures qui accompagnent la population de la naissance jusqu'à la fin de la vie n'est pas exceptionnelle: c'est tout le secteur qui subit des fermetures. Les salariéEs se retrouveront en AG le 23 juin pour continuer à discuter de la manière de mener la lutte. Iels appellent à un nouveau rassemblement devant l'Assemblée nationale le 24 juin de 14 h à 16 h, et à une grande assemblée générale de soutien le 30 juin à la Bourse du travail de Paris.

Penelope Duggan

LGBTI Pour Noahm, contre les violences LGBTIphobes: des prides politiques

Samedi 30 mai, à Metz, Noahm est agressé violemment avant d'être déclaré en état de mort cérébrale trois jours plus tard. Les motifs de cette agression sont très vite connus. Sous les cris de « Sales pédés » et « Sales pédales », Noahm a été tué parce qu'il se maquillait et qu'il était considéré comme efféminé. Noahm a été tué parce qu'il était gay. Nous adressons toutes nos pensées à sa famille et à ses proches.

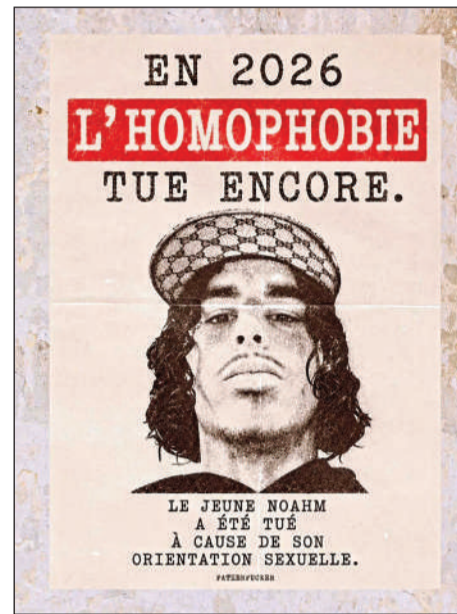
Un climat LGBTIphobe

Pourtant, le motif homophobe n'a pas été retenu par le parquet, ce qui constitue une nouvelle violence infligée à Noahm et à ses proches. La justice et, avec elle, toutes les institutions de l'État invisibilisent quotidiennement les violences LGBTIphobes. Par exemple, malgré leur caractère explicitement homophobe, des guets-apens ne sont pas reconnus comme tels par la justice. Le cas de Noahm est révélateur du climat LGBTIphobe ambiant. En 2025, SOS Homophobie a recensé 1771 signalements LGBTIphobes dont 186 agressions physiques. La montée de l'extrême droite et la banalisation de ses idées réactionnaires, notamment contre les personnes trans, alimentent un climat LGBTIphobe. À Lille, au Mans et à Maubeuge, des locaux d'association LGBTI ont été vandalisés par des groupes d'extrême droite.

Contre l'homonationalisme

Pourtant, l'extrême droite explique toujours que le danger pour les personnes LGBTI en

Le meurtre de Noahm, agressé à Metz aux cris d'insultes homophobes, rappelle la persistance des violences LGBTIphobes. Alors que le caractère homophobe de l'agression n'a pas été retenu par le parquet, les marches des fiertés demeurent des moments essentiels de mobilisation.



DR

France, c'est l'immigration. L'extrême droite présente les LGB (lesbiennes, gaies et bies) comme des personnes blanches victimes des populations racisées. Même si l'extrême droite est toujours aussi homophobe, elle prétend vouloir nous protéger et utilise nos luttes pour justifier son racisme. Son homonationalisme propose une intégration partielle des LGB blancs à la nation, tout en

rejetant les personnes queer non blanches et les personnes trans. Ce sont bien ces dernières qui sont les plus précaires et les plus opprimées par la société.

Des prides politiques

Face à cette violence LGBTIphobe et à toutes les autres, il est nécessaire de se mobiliser à l'occasion des différentes marches des fiertés. À Metz, samedi 13 juin, des centaines de personnes ont manifesté lors de la pride annuelle pour rappeler les combats à mener contre les attaques homophobes et transphobes.

À Paris, la Pride des banlieues a eu lieu samedi 6 juin dernier. Plusieurs milliers de personnes ont marché pour un logement digne, en particulier pour les personnes queers, sous des slogans antiracistes et pour la Palestine. Cette pride est un exemple, comme il en existe tant, montrant que les droits LGBTI, l'antiracisme et l'anticapitalisme peuvent et doivent aller de pair pour une véritable émancipation pour toutes et tous.

Les prides doivent être des moments de lutte, de politisation de notre communauté et de mise en avant de nos revendications. L'extrême droite est et restera notre pire ennemie, continuons à nous mobiliser.

Commission LGBTI

SANTÉ PUBLIQUE Le cadmium contamine les sols et les organismes

Présent dans les engrais phosphatés, le cadmium contamine durablement les sols, l'alimentation et les organismes. Face à ce risque sanitaire majeur, une proposition de loi vise à réduire son utilisation et à accélérer la transition agroécologique.

Ce métal lourd, apporté par le phosphate contenu dans les engrais, s'accumule dans les sols avant d'être absorbé par les plantes. Ces apports via la fertilisation, dans les champs de blés par exemple, s'ajoutent au cadmium d'origine naturelle et à celui issu de la pollution atmosphérique.

Depuis 15 ans, les agences sanitaires françaises publient des rapports inquiétants, avec en écho un silence assourdissant du ministère de la Santé. Plus de 18 000 études scientifiques ont déjà été réalisées sur le cadmium. Et, même si on commence tout juste à en étudier les effets cocktails avec d'autres molécules, comme le polyphosphate, toutes apportent un faisceau d'arguments qui démontre un problème de santé publique.

Une bombe sanitaire en puissance

En 1993, le CIRC (Centre international de recherche sur le cancer) classe le cadmium comme cancérigène avéré, notamment pour le cancer du poumon. Le cadmium est aussi un perturbateur endocrinien, il facilite les troubles du neurodéveloppement et de la fertilité, et c'est un polluant organique persistant. Chaque fois qu'on absorbe une dose de



DOMAINE PUBLIC

cadmium avec nos céréales du petit déjeuner, il faudra 10 à 30 ans pour en éliminer la moitié de notre organisme.

Le taux de cadmium dans le corps humain a été multiplié par 2 en 10 ans. CertainEs FrançaisEs ont près de 3 à 4 fois plus de cadmium dans le corps que leurs voisinEs européenNEs et même que les ÉtatsunienNEs. 47% des adultes ont un taux d'imprégnation critique dans le corps, dépassant les seuils qui ont été fixés. Un quart des enfants a un taux d'exposition anormal.

Les gouvernements successifs n'ont rien fait sur la question. Et aujourd'hui, face à un consensus scientifique qui affirme qu'il faut se bouger pour de bon, on recommence à entendre des discours du même type que lors du débat sur la loi Duplomb, entre

dogmatisme, obscurantisme et antiscience.

Nous sommes dans le pays du scandale de l'amiante et du chlordécone, dont le point commun est le déni de la science et la défense des intérêts privés! On ne peut pas recommencer avec le cadmium!

Une proposition de loi qui va plus loin

Face aux résistances industrielles et politiques, c'est par la pression de mouvements écologistes, citoyens et associatifs, auxquels ont pris part Camille Étienne et Louis-Adrien Delarue, médecin généraliste angoumoisien, que cette loi a pu se faire une place à l'ordre du jour de la semaine transpartisane du 1^{er} juin.

Les trois axes principaux de cette proposition de loi, portée

par les députéEs Clémentine Autain (L'Après) et Benoît Biteau (Les Écologistes), sont d'aller chercher les engrais phosphatés ailleurs qu'au Maroc, où ils sont très chargés en cadmium, alors qu'en Norvège il y a des gisements d'engrais de phosphates beaucoup plus sains; de mettre en place des procédés pour décadrimer les engrais, par des systèmes d'essorage; à plus long terme, faire la transition agroécologique et accompagner les agriculteurEs pour que la chaîne alimentaire et, *in fine*, les êtres humains, se décontaminent progressivement.

Véritable poison à retardement, le cadmium provoque des décès prévisibles et prématurés. Cette pollution durable hypothèque l'avenir des prochaines générations et menace, dès à présent, la santé de nos enfants. Face à l'évidence d'un tel danger sanitaire, l'inaction des autorités françaises est désormais inadmissible.

Cette proposition de loi est un premier pas. Le NPA-l'Anticapitaliste défend une agriculture écologique, bio et sans intrants chimiques.

Maggie Martin

À Lire sur le site



SNCF: une grève réussie le 10 juin

Culture

ESSAI **Dictionnaire des pédagogies critiques**

Questions de classe(s), 2026, 405 pages, 20€

Publié par le collectif Question de Classe(s), ce *Dictionnaire des pédagogies critiques* explore les liens entre éducation, domination et transformation sociale. C'est un ouvrage ambitieux : plus de 80 auteurEs, des dizaines d'entrées et une volonté assumée de penser l'éducation comme un outil d'émancipation. Dans une période marquée par les inégalités scolaires, la montée des idées réactionnaires et les attaques contre les services publics, ce livre constitue une ressource précieuse. Son premier intérêt est de montrer que les questions éducatives ne concernent pas uniquement les enseignantEs. À travers des entrées comme « classes sociales », « colonie de vacances », « féminisme », « validisme », « éducation populaire » ou encore « démocratie », le dictionnaire aborde des problématiques qui traversent l'ensemble de la société. Il aide à comprendre comment les rapports de domination se construisent, se reproduisent, mais aussi comment ils peuvent être contestés.

Freire, Freinet et les pédagogies critiques
L'ouvrage permet également de découvrir ou redécouvrir des figures majeures des pédagogies critiques. On y croise par exemple Paulo Freire, pédagogue brésilien pour qui l'éducation devait permettre aux oppriméEs de prendre conscience de leur situation et de devenir acteurEs de leur propre émancipation. On y retrouve aussi Célestin Freinet, dont les méthodes coopératives visaient à faire de la classe un lieu de démocratie et d'expression collective plutôt qu'un espace de simple transmission verticale des savoirs. L'intérêt du dictionnaire est aussi de relier les pratiques pédagogiques aux luttes sociales. Ainsi, les réflexions sur l'antiracisme, le féminisme ou l'écologie ne sont pas présentées comme des thèmes à ajouter aux programmes scolaires, mais comme des dimensions essentielles d'une éducation qui cherche à comprendre le monde pour le transformer. Cette approche entre en résonance avec les préoccupations de nombreuxEs militantEs syndicalistes, associatifEs et politiques.

Penser et construire l'émancipation
Les lecteurEs y trouveront également matière à réflexion sur les liens entre éducation et transformation sociale. Les pédagogies critiques partent du constat que l'émancipation ne peut pas être décrétée d'en haut : elle se construit par l'activité collective, la discussion, la confrontation des expériences et l'appropriation des savoirs. Une démarche qui n'est pas sans rappeler les traditions du mouvement ouvrier, de l'éducation populaire et de l'auto-organisation. Bien sûr, un dictionnaire n'a pas vocation à trancher tous les débats. Certaines entrées susciteront la discussion, d'autres donneront envie d'aller plus loin. Mais c'est précisément ce qui fait la richesse de l'ouvrage. Il ne propose pas un modèle unique mais offre des outils pour réfléchir, agir et débattre. Au final, le *Dictionnaire des pédagogies critiques* dépasse largement le cadre de l'école. Il constitue une boîte à outils intellectuelle pour toutes celles et ceux qui cherchent à comprendre les mécanismes de domination et à construire des pratiques d'émancipation collective. Une lecture stimulante pour les personnels de l'éducation, mais aussi pour l'ensemble du mouvement social.
Radu Varl



TÉLÉVISION **Prouve que tu résistes - Voix de femmes dans les musiques actuelles, de Delphine Roux et Vincent Rivière**

Documentaire, NoA société, France TV, disponible en visionnage à la demande

Prouve que tu résistes livre des témoignages de femmes qui évoluent dans le monde des musiques actuelles. Celles qui sont sur scène comme celles derrière la scène : des techniciennes, des artistes, des étudiantes, des directrices de festival... Il entre dans les coulisses d'un monde où les assignations de genre sont encore beaucoup trop opérantes.

Un système fait sur mesure pour les hommes

Ce documentaire fait œuvre de visibilité d'une réalité parfois violente et toujours profondément inégalitaire. « *Les grands festivals de musiques actuelles programment à 97% des groupes qui sont exclusivement ou majoritairement masculins* », souligne ainsi Katia Bourdin, conseillère régionale de Nouvelle-Aquitaine, qui évoque un « *système fait sur mesure pour les hommes* », où il faut faire sa place quand on est une femme. Tourné à La Rochelle, Angoulême, Poitiers, Bordeaux,



et ouvrant le micro à toutes les générations et à tous les milieux professionnels ou associatifs, le documentaire est choral. Et si l'univers évoqué renvoie au divertissement, le tableau dressé n'est pas des plus radieux. « *Les conditions de travail dans ces milieux peuvent favoriser les violences sexistes et sexuelles* », rappelle ainsi une militante de Nous toutes, appuyée par des paroles de techniciennes.

Des réponses féministes

Le film met aussi en lumière les réponses féministes. Des labels

indépendants tels que Fraca, des festivals 100% féminins comme Ladies ou Lezart, des collectifs tels que More women on stage, les thèmes développés dans les chansons ou encore la double direction au festival des Francofolies, pour un partage et une réflexion sur le pouvoir, sont autant de ripostes immédiates. Tiphaine Pinville, musicienne et chercheuse, partage les actions mises en place par l'association Les Drôlesses musiciennes avec le Planning familial de Charente : des réunions en non-mixité dans les collèges et lycées, des

mentorats pour accompagner les artistes femmes du territoire, des Girls Camps avec des ateliers de pratiques instrumentales pour les jeunes filles... En accès libre sur la plateforme France.tv, le documentaire sera diffusé sur NoA à 21h10 le 21 juin, jour de la Fête de la musique — dont les aspects réjouissants et festifs ne nous font pas oublier que, dans ce domaine aussi, se joue une lutte : celle des femmes pour créer, travailler, étudier, programmer et finalement exister dignement.

Aurélié

Librairie La Brèche
Événements militants, achats personnels ou cadeaux
► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil
★ la-breche.com
01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

Vie du NPA l'Anticapitaliste

JEUNESSE Du 18 au 25 juillet, les Rencontres internationales jeunes

Chaque été, les jeunes de la Quatrième Internationale organisent un camp politique d'une semaine : les Rencontres internationales jeunes (RIJ). Cette année, pour leur 41^e édition, les RIJ auront lieu en Allemagne du 18 au 25 juillet.

Ce camp permet de se retrouver entre jeunes du monde entier pour discuter, se former, réfléchir à comment transformer la société vers un horizon écosocialiste. En bref, tisser des liens au-delà des frontières pour renverser le capitalisme.

Une semaine de révolution

En Iran, en Palestine, au Liban, en Ukraine, au Venezuela, au Congo ou encore à Cuba, les attaques impérialistes se multiplient. Les grandes puissances détruisent, tuent et pillent toujours plus de territoires. Partout, l'extrême droite progresse et ses idées réactionnaires se propagent. Face à ces impérialismes, il est urgent de renforcer nos liens internationalistes et de travailler ensemble à une riposte antifasciste et anti-impérialiste.

Un programme diversifié

Au programme : discussions sur le renversement du capitalisme, conférences en plénière, ateliers, camping, jeux, soirées, rencontres, etc. Lors de cette semaine, nous aborderons les luttes antiracistes, le mouvement féministe, les stratégies antifascistes, le travail syndical et bien d'autres sujets. Mais surtout, nous échangerons sur nos expériences, nos luttes (avec un dispositif de traduction bien établi). Si tu viens, tu pourras en apprendre plus sur les luttes lycéennes en Belgique, le validisme à l'université, la solidarité avec le peuple kurde ou bien le mouvement transféministe en Argentine.

Un camp autogéré

Parce que nous ne voulons pas des oppressions et du capitalisme, parce que nous voulons construire la camaraderie au-delà des frontières, nous essayons de mettre en pratique nos principes : le camp est en autogestion. La nourriture, le nettoyage, notre sécurité collective, la tenue du bar... sont des tâches effectuées collectivement. C'est un petit aperçu de la façon dont nos vies pourraient s'organiser dans la société que nous cherchons à construire. Cela inclut également des temps et espaces en non-mixité pour les personnes racisées, pour les femmes et les personnes LGBTI, afin de garantir un lieu de discussions et de débat entre personnes subissant la même oppression.

Des rencontres ouvertes à toutes

Tu es jeune, tu te reconnais dans les idées anticapitalistes, militantE ou non, le camp est ouvert à toutes et tous, y compris si tu es simplement sympathisantE. Nous sommes hébergéEs directement sur le camp, les couchages se font en tente. Pour les personnes vivant en France, l'inscription est de 120€ (ce qui couvre les frais pour le camping, la nourriture et toute la logistique sur place), auxquels s'ajoutent les frais de transport. Mais l'argent ne doit pas être un problème : si tu as besoin d'aide pour payer, dis-le nous au moment de ton inscription ! Des transports collectifs seront organisés, demande-nous pour en savoir plus. Pour s'inscrire, rendez-vous sur la page Instagram des Jeunesses anticapitalistes. Pour plus d'infos et de précisions, tu peux nous contacter par mail à l'adresse : jeunes@nouveauantipartianticapitaliste.org

Lien du formulaire d'inscription :
<https://framaforms.org/inscription-aux-rij-2026-1770849782>

Les Jeunesses anticapitalistes

ORGANISÉ PAR l'Anticapitaliste

VIE DU NPA-A Université d'été, les inscriptions sont ouvertes!

L'université d'été est un moment de réunion incontournable juste avant la rentrée. Elle se tiendra du dimanche 23 au mercredi 26 août à Port-Leucate (Aude).

Infos et inscriptions :
<https://npa-anticapitaliste.org/UDT2026>

FRANÇAFRIQUE « Nous sommes bel et bien face à la persistance d'une rente coloniale »

Entretien avec **Pauline Tétillon**, militante de l'association *Survie* dont elle est membre du conseil d'administration, à propos du rapport sorti en début d'année: «*Que reste-t-il des intérêts économiques de la France en Afrique ?*» La rédaction du rapport a été confiée à Olivier Blamangin, Pauline Tétillon a participé à l'ensemble du processus.

La participation d'Emmanuel Macron au sommet Africa Forward, au Kenya les 11 et 12 mai, est-elle le signe d'une nouvelle orientation de la politique française ?

Cela s'inscrit dans la longue tradition des sommets Afrique-France. Sa particularité est d'être le premier à se tenir dans un pays qui n'est ni une ancienne colonie française ni francophone. Un choix symbolique donc, mais qui ne marque pas une rupture avec la diplomatie économique française. Dans un contexte de concurrence entre grandes puissances et alors que la France est fragilisée dans certains de ses bastions, elle cherche à développer ses implantations au-delà de son ancien « pré carré » colonial. Cette orientation était déjà à l'œuvre sous Nicolas Sarkozy, notamment en direction de l'Angola et de pays d'Afrique de l'Est et australe.

L'implantation des entreprises françaises demeure largement concentrée dans son ancien pré carré colonial

Notre rapport montre que cette stratégie de diversification n'a, jusqu'à présent, pas beaucoup porté ses fruits. À l'exception du secteur pétrolier et gazier, l'implantation des entreprises françaises demeure largement concentrée dans son ancien pré carré. On observe certes un afflux d'entreprises en Ouganda dans le sillage de Total, mais il faudra en mesurer les effets sur la durée. Pour l'instant, il existe un décalage entre le discours politique de l'expansion et les résultats observés.

Assiste-t-on à la fin de la Françafrique ?

Le rapport met en évidence que les échanges directs entre la France et ses anciennes colonies ont effectivement fortement diminué depuis les indépendances. Mais nous partions de si haut ! Les relations coloniales reposaient sur des flux commerciaux exclusifs et totalement disproportionnés.

Les pays africains restent cantonnés à un rôle de fournisseurs de matières premières

Cette baisse s'explique aussi par la mondialisation des chaînes de production. Une entreprise française peut aujourd'hui utiliser du coton burkinabé sans que cela apparaisse dans les statistiques bilatérales si celui-ci est transformé dans un pays tiers. La désindustrialisation

française renforce également cette tendance, car nous n'importons plus directement certaines matières premières. Ce qui ne change pas, c'est que les pays africains restent cantonnés à un rôle de fournisseurs de matières premières.



Quelle est la spécificité de la présence française en Afrique aujourd'hui ?

Elle se distingue par l'importance de ses filiales implantées localement. Alors que des pays comme l'Allemagne ou les Pays-Bas peuvent afficher des échanges plus élevés avec certains États africains, la France se singularise par la densité de son réseau d'entreprises sur place. Actives notamment dans les services, ces filiales sont très visibles dans la vie quotidienne des populations. Leur omniprésence freine le développement d'économies souveraines locales et contribue au rejet populaire dont elles font souvent l'objet.

L'omniprésence des filiales françaises freine le développement d'économies souveraines locales

Une part importante des profits générés remonte ensuite vers les maisons-mères françaises. Ces activités profitent ainsi davantage aux groupes français qu'aux économies des pays où elles sont implantées.

Et si l'on prend en compte non seulement les filiales directes, mais aussi les entreprises de droit local détenues par des ressortissants français, le poids économique de la France est gigantesque.

Nous sommes bel et bien face à la persistance d'une rente coloniale. Le solde de la balance commerciale reste positif pour la France. C'est précisément ce que l'on qualifie de néocolonialisme ou de Françafrique: des structures héritées du passé qui continuent d'avoir des effets majeurs aujourd'hui.

Quels sont nos leviers d'action ?

À *Survie*, nous travaillons notamment sur le cas de Total et menons une action en justice fondée sur la loi sur le devoir de vigilance. Cet outil permet, en théorie, de contrôler les activités des grandes entreprises françaises et de les mettre face à leurs responsabilités en matière de droits humains et d'environnement. C'est un levier utile, mais il reste limité puisqu'il ne s'applique qu'aux très grandes entreprises. Une large part des acteurs économiques français présents à l'étranger échappe ainsi à tout véritable contrôle ou même à toute visibilité.

Parmi les axes de renforcement du combat contre la Françafrique, une piste est de mieux utiliser et renforcer le devoir de vigilance. Outre notre action contre Total en Ouganda, ActionAide et Transparency International ont lancé une action similaire contre la Compagnie Fruitière au Cameroun.

Une large part des acteurs économiques français présents à l'étranger échappe à tout véritable contrôle

Le second axe est celui de la mobilisation et du plaidoyer pour s'opposer aux instruments de la diplomatie économique française. Notre rôle, en tant que citoyens français, est de décrypter ces mécanismes et de construire un rapport de forces en France afin de réduire la pression sur les pays africains et donc d'empêcher l'État français de soutenir à tout-va ses entreprises. Le principal enseignement de notre rapport est qu'il existe une profonde asymétrie des rapports de forces économiques et politiques entre la France et les pays d'Afrique. Notre objectif est donc d'affaiblir l'impérialisme français. Ce n'est pas à nous de dicter leur conduite aux mouvements sociaux africains, qui sont pleinement responsables et souverains. Notre tâche est de contrer notre propre impérialisme à notre niveau.

Notre objectif est d'affaiblir l'impérialisme français; ce n'est pas à nous de dicter leur conduite aux mouvements sociaux africains

L'aide publique au développement est utilisée pour servir de relais aux intérêts économiques français. Le TER de Dakar en est un exemple: sous couvert d'un projet de développement — qui bénéficie d'ailleurs principalement aux classes aisées locales —, il a permis à des entreprises françaises de remporter l'essentiel des contrats de construction.

Notre travail consiste à mettre en lumière ces mécanismes et à construire des liens avec les mouvements sociaux locaux, notamment les organisations syndicales, afin de soutenir leurs luttes et leurs revendications. Les syndicats nous sollicitent souvent, essentiellement pour que nous rendions leurs luttes visibles.

Que t'inspire le thème de la « France puissance » dans le débat public ?

Le discours sur la « France puissance » est incompatible avec une véritable politique de décolonisation. Dès lors que l'on raisonne en termes de puissance — qu'elle soit économique, militaire ou culturelle (à travers l'imposition de la langue ou de prétendues valeurs) —, on s'inscrit dans une logique de domination.

Il faut combattre l'extrême droite et la droite, mais il faut aussi bousculer la gauche

Lors des dernières élections législatives, nous avons publié un texte dont le mot d'ordre était de lutter contre l'extrême droite tout en «*décolonisant la gauche*». Ce sera notre ligne conductrice pour l'année à venir. Il faut combattre l'extrême droite et la droite, dont les projets sont structurellement racistes et colonialistes, mais il faut aussi bousculer la gauche. Cette idée de la « France puissance » reste profondément ancrée dans la majorité des partis de gauche. L'imaginaire colonial irrigue encore toute la société française, y compris les mouvements progressistes. Décoloniser implique aussi de lutter en interne contre le racisme systémique en France, qui est le produit direct de l'histoire coloniale et de l'esclavage.

Le discours sur la « France puissance » est incompatible avec une véritable politique de décolonisation

Survie est une vieille association issue de la solidarité internationale et de la critique de l'aide au développement qui s'est radicalisée au fil du temps. Il y a un fort renouvellement qui amène des débats autour des questions de racisme et de domination. Nous avons initié depuis 2019 un virage stratégique: nous rapprocher des mouvements antiracistes et des mouvements écologistes en France pour porter une vision de l'écologie décoloniale. Ce processus continue aujourd'hui avec l'arrivée de nouvelles générations qui apportent d'autres parcours et d'autres visions, ce qui fait la richesse de notre structure.

Propos recueillis par la rédaction

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPA Lanticapitaliste](https://npa.lanticapitaliste.org)
[Lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)
[Lanticapitaliste1](https://lanticapitaliste1.com)
[lanticapitaliste.presse](https://lanticapitaliste.presse.fr)
[lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube *L'Anticapitaliste*, le média du NPA: vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai:

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

l'Anticapitaliste
la revue

Le n°174-175 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à: **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi!

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à: redaction@npa2009.org

L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à: diffusion@lanticapitaliste.org